



Numéro PPQ/6876

jeudi 3 juillet 2014

Numéro PPQ/6876

jeudi 3 juillet 2014

## Les grands titres:

- Réfugiés syriens : le HCR s'inquiète pour la stabilité du Liban
- OMS : l'Afrique de l'Ouest se met d'accord sur des mesures pour riposter à Ebola
- L'OMS vise l'élimination de la tuberculose dans plus de 30 pays
- Somalie : le Conseil de sécurité condamne le meurtre d'un membre du Parlement fédéral
- Meurtre d'un adolescent palestinien à Jérusalem : le Conseil de sécurité appelle au calme
- Afghanistan : l'ONU salue le lancement d'un nouvel audit des bureaux de vote
- La FAO annonce une baisse des prix alimentaires pour le troisième mois consécutif
- Le HCR assiste plus de 75.000 réfugiés pakistanais en Afghanistan

## Réfugiés syriens : le HCR s'inquiète pour la stabilité du Liban



**3 juillet** - Alors que les violences se poursuivent en Syrie et que le nombre de réfugiés continue de croître dans les pays voisins, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a mis en garde contre des conséquences dramatiques si les fonds ne sont pas alloués et les besoins des réfugiés pas pourvus.

Le HCR et ses partenaires doivent lancer vendredi à Genève une version révisée du Plan régional d'intervention pour la Syrie, dans lequel ils appellent les bailleurs de fonds à apporter 3,74 milliards de dollars pour l'assistance aux réfugiés syriens au Liban, en

Jordanie, en Turquie, en Iraq et en Egypte. Cette assistance est destinée à protéger les personnes vulnérables, renforcer la résilience des réfugiés et des communautés d'accueil alors que la crise, qui est dans sa quatrième année, s'aggrave.

« Si l'on ne fournit pas suffisamment d'aide humanitaire aux réfugiés syriens d'ici la fin de 2014, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques pour ces réfugiés et la stabilité de toute la région, y compris une menace sérieuse pour la sécurité du Liban », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres. À l'heure actuelle, il y a 2,9 millions de réfugiés syriens enregistrés dans la région, ce chiffre augmentant de 100.000 personnes chaque mois.

« Nous avons une situation très volatile dans la région, un débordement du conflit en Iraq, et un afflux continu de réfugiés dans les pays voisins qui sont confrontés à des problèmes sécuritaires et humanitaires très complexes, » a ajouté M. Guterres.

Jusqu'à présent cette année, les bailleurs de fonds ont contribué à hauteur de 1,1 milliard de dollars au Plan d'intervention régional pour la Syrie, permettant au HCR et à ses partenaires de répondre aux besoins des réfugiés en matière de nourriture, de santé, d'éducation et de protection. Mais ce montant ne représente que 30% des besoins estimés dans la version révisée du plan régional alors que le nombre de réfugiés syriens dans la région devrait atteindre 3,6 millions d'ici la fin de cette année.

Remerciant les bailleurs de fonds pour leurs généreuses contributions, Antonio Guterres a mis en garde contre les difficultés menaçant les réfugiés si le taux de financement n'augmente pas assez rapidement pour répondre à leurs besoins.

Les acteurs humanitaires risquent d'être contraints de réduire les rations alimentaires et de limiter les soins médicaux fournis aux réfugiés. La propagation de maladies contagieuses transmises par l'eau risque de s'aggraver en raison de mauvaises



conditions d'hygiène et d'un manque d'accès à l'eau potable dans un contexte de crise de l'eau au Liban, en Jordanie et en Iraq.

En outre, plus de 2,4 millions de personnes vont avoir besoin d'un soutien supplémentaire pour se préparer à l'hiver dans les prochains mois.

« La communauté internationale ne peut tout simplement pas se permettre de laisser cette population croissante de réfugiés tomber à travers les mailles du filet. Nous devons soutenir les pays qui les accueillent généreusement », a déclaré Antonio Guterres.

## OMS : l'Afrique de l'Ouest se met d'accord sur des mesures pour riposter à Ebola



**3 juillet** - A l'issue d'une réunion de deux jours à Accra, au Ghana, les Ministres de la santé de pays d'Afrique de l'Ouest se sont mis d'accord jeudi sur une série d'actions prioritaires pour riposter à la propagation de la maladie à virus Ebola, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'ampleur de l'épidémie actuelle est sans précédent. Au total, plus de 750 cas ont été notifiés, pour 455 décès, dans les trois pays de la région touchés, la Guinée, le Sierra Leone et le Libéria depuis mars 2014.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les Ministres ont convenu que la situation actuelle constituait une menace grave pour tous les pays de la région et au-delà et ont appelé à une action immédiate. Ils ont exprimé leur préoccupation sur l'impact social et économique négatif de l'épidémie et souligné le besoin d'actions coordonnées par toutes les parties prenantes, la nécessité d'un leadership national, d'un renforcement de la collaboration transfrontalière et de la participation des communautés à la riposte.

S'exprimant lors de la séance de clôture, le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, le Dr. Luis Sambo, a félicité les ministres pour avoir adopté une stratégie inter-pays pour lutter contre cette épidémie. « Il est temps de prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la souffrance et la mort causée par la maladie à virus Ebola et empêcher sa propagation. »

En dépit des efforts déployés pour lutter contre l'épidémie, les ministres ont estimé qu'il y avait un certain nombre de lacunes et de défis à relever en matière de coordination, de financement, de communication, de collaboration transfrontalière, de logistique, de contrôle des infections, de participation des communautés et de recherche.

L'OMS mettra en place un centre de contrôle régional en Guinée qui agira comme plate-forme de coordination pour consolider et harmoniser le soutien technique aux pays d'Afrique de l'Ouest par les principaux partenaires; et pour aider à la mobilisation des ressources. Les délégués ont également souligné qu'il était important que l'OMS mène l'effort international visant à promouvoir la recherche sur les maladies à virus Ebola et sur d'autres fièvres hémorragiques.

## L'OMS vise l'élimination de la tuberculose dans plus de 30 pays



Des patients infectés par la tuberculose au Myanmar reçoivent leur traitement dans une clinique située près de la frontière avec la Thaïlande. Photo: IRIN/Sean Kimmons

**3 juillet** - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a présenté jeudi un nouveau cadre pour éliminer la tuberculose dans les pays où cette maladie est peu répandue. Actuellement, 33 pays et territoires enregistrent moins de 100 cas de tuberculose pour un million d'habitants.

Le cadre, que l'OMS a présenté de concert avec la European Respiratory Society (ERS), définit une phase initiale de « pré-élimination », consistant à ramener le nombre annuel de nouveaux cas de tuberculose dans ces pays à moins de 10 pour un million d'habitants d'ici 2035. Le but est ensuite l'élimination complète de la tuberculose à l'horizon 2050, soit moins d'un cas par an pour un million d'habitants.

« Alors qu'on peut prévenir et guérir la tuberculose, 155.000 personnes contractent encore la maladie et 10.000 en meurent

chaque année dans ces 33 pays. Des millions de personnes sont porteuses du bacille tuberculeux et risquent de tomber malades », souligne l'OMS dans un communiqué de presse.

Le cadre proposé s'appuie sur des méthodes qui font déjà leurs preuves. Il a été élaboré avec des experts des pays à faible charge de morbidité et s'inspire de la nouvelle stratégie mondiale OMS de lutte contre la tuberculose, 2016-2035, approuvée par l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2014.

Au nombre des 33 pays, territoires et zones concernés, il y a 21 pays européens, sept pays des Amériques, trois de la Région OMS de la Méditerranée orientale et deux de la Région OMS du Pacifique occidental. Les 33 pays sont les suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Canada, Chypre, Cisjordanie et Bande de Gaza, Costa Rica, Cuba, Danemark, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Jordanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Puerto Rico, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.

Selon l'OMS, les pays sont conscients qu'ils doivent ensemble redoubler d'efforts pour éliminer la tuberculose en tant que problème de santé publique et éviter sa recrudescence. La tuberculose ayant reculé dans beaucoup de ces pays, l'attention accordée à ce problème de santé publique s'est relâchée et la capacité à le combattre pourrait s'en trouver diminuée.

« Les pays à faible charge de morbidité ont déjà les moyens de faire énormément baisser le nombre de cas de tuberculose d'ici 2035 », constate le Dr Hiroki Nakatani, Sous-Directeur général de l'OMS. « La couverture sanitaire universelle, grâce à laquelle chacun a accès aux services de santé dont il a besoin sans pour autant s'exposer à des difficultés financières, est la base. Il reste à faire en sorte que les interventions bien pensées visent les gens qui en ont le plus besoin. »

Le nouveau cadre de l'OMS met en avant l'efficacité de huit interventions essentielles : assurer un financement et une tutelle garantissant une planification et des services de grande qualité ; prendre en compte les groupes les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre ; prendre en compte les besoins particuliers des populations migrantes et les problèmes transfrontières ; dépister la tuberculose évolutive et l'infection tuberculeuse latente dans les groupes à haut risque et fournir un traitement adéquat ; juguler les flambées ; optimiser la prévention et la prise en charge de la tuberculose multi-résistante ; assurer une surveillance continue et procéder au suivi et à l'évaluation des programmes ; investir dans la recherche et dans de nouveaux outils ; soutenir la lutte contre la tuberculose à l'échelle mondiale.

Au nombre des groupes les plus vulnérables figurent les personnes démunies ou sans abri, les migrants et les membres de minorités ethniques. En outre, les toxicomanes et les détenus, de même que les personnes immunodéprimées (personnes vivant avec le VIH, souffrant de malnutrition ou de diabète, fumeurs et gros buveurs) risquent bien plus que les autres de contracter la tuberculose. Pour beaucoup de ces groupes vulnérables, l'accès aux services de santé est difficile.

La lutte contre la tuberculose dans le contexte des migrations transfrontalières peut aussi poser de sérieuses difficultés aux dispensateurs de soins de santé. Nombre de personnes sous traitement antituberculeux n'ont parfois pas d'autre choix que de changer de lieu pour travailler, même si elles n'ont pas fini leur traitement. « Les pays à faible charge de morbidité sont idéalement placés pour faire tomber les taux à un niveau encore jamais atteint », ajoute le Dr Mario Raviglione, Directeur du Programme mondial OMS de lutte contre la tuberculose. « Ils peuvent faire figure de précurseurs à l'échelle mondiale. »

La mondialisation et l'intensification des mouvements de population favorisent la propagation de la tuberculose – maladie infectieuse à transmission aérienne – d'une communauté à une autre et d'un pays à un autre. Pour éliminer la maladie dans les pays à faible charge de morbidité, il faudra considérablement étendre les services de prévention et de prise en charge de la tuberculose dans les pays à forte incidence. Cette interdépendance appelle une action concertée et une proche collaboration entre les pays lourdement et faiblement touchés.

## Somalie : le Conseil de sécurité condamne le meurtre d'un membre du Parlement fédéral



**3 juillet** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fermement condamné jeudi l'assassinat d'un membre du Parlement fédéral de Somalie, Ahmed Mohamud Hayd, dont les rebelles Al-Chabab ont revendiqué la responsabilité. Cette attaque a aussi causé la mort d'un garde-corps du parlementaire et fait des blessés.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes et au peuple et au gouvernement de Somalie. Ils ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Les membres du Conseil de sécurité sont choqués que Al-Chabab ait délibérément visé un membre du Parlement somalien, une institution qui représente les espoirs légitimes du peuple somalien pour un avenir plus démocratique, plus pacifique, plus stable et plus prospère », ajoute la déclaration à la presse.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Kay, a également condamné jeudi le meurtre du parlementaire, qui a eu lieu dans la capitale Mogadiscio et s'inscrit dans un contexte de multiplication d'attaques perpétrées dans cette ville par les rebelles Al-Chabab depuis le début du mois du ramadan.

Le parlementaire et un garde du corps ont été abattus par arme à feu alors qu'ils roulaient à bord d'un véhicule jeudi matin à Mogadiscio. Un fonctionnaire du parlement qui les accompagnait a été blessé et un autre membre du Parlement est sorti sain et sauf de l'attaque.

« Je suis consterné par le meurtre d'Ahmed Mohamud Hayd et je condamne cet acte brutal. Le mois du ramadan est un temps pour la paix et la réconciliation. Le fait de commettre des crimes aussi affreux pendant ce mois sacré montrent le mépris des auteurs de cette attaque pour le peuple somalien », a déclaré M. Kay dans un communiqué de presse.

« J'appelle des autorités à tout mettre en œuvre pour que les auteurs soient traduits en justice au plus vite. Nous restons résolument engagés aux côtés du peuple somalien et de leurs représentants dans les efforts pour réaliser l'espoir d'un avenir paisible et de stable », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial a exprimé ses condoléances aux familles et aux proches de M. Mohamud et de son garde du corps, ainsi qu'au Parlement fédéral de Somalie et il a souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées.

## Meurtre d'un adolescent palestinien à Jérusalem : le Conseil de sécurité appelle au calme



Une rue animée de Jérusalem-Est. Photo IRIN/Shabtai Gold

**3 juillet** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a exprimé sa profonde tristesse et a condamné dans les termes les plus forts l'enlèvement et le meurtre d'un adolescent palestinien de Jérusalem-Est le 2 juillet.

Dans une déclaration à la presse publiée mercredi soir, les membres du Conseil « ont présenté leurs condoléances et leur sympathie à la famille de la victime de cet acte odieux et au peuple palestinien. »

« Les membres du Conseil de sécurité ont souligné la nécessité de traduire les auteurs de cet acte méprisable devant la justice. Les membres ont aussi appelé au calme immédiat », ajoute la déclaration à la presse.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné mercredi le meurtre de cet adolescent palestinien. Ce meurtre est intervenu deux jours après la découverte des cadavres de trois adolescents israéliens qui avaient été enlevés le 12 juin en Cisjordanie.



Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a également condamné l'ensemble de ces meurtres « car il s'agit de crimes horribles mais aussi parce que rien ne pourrait plus dommageable aux espoirs de paix dans la région. »

« Tuer des enfants et la violence délibérée contre eux sont des crimes impardonnables pour lesquels les auteurs doivent rendre des comptes », ajoute l'UNICEF dans un communiqué de presse.

## Afghanistan : l'ONU salue le lancement d'un nouvel audit des bureaux de vote



Des femmes à Kaboul votent au second tour de l'élection présidentielle. Photo MANUA

**3 juillet** - La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a salué jeudi la décision de la Commission électorale indépendante de lancer un nouvel audit de plusieurs bureaux de vote concernant le déroulement du second tour de l'élection présidentielle. Il s'agit des bureaux où plus de 599 votes ont été comptés.

La MANUA encourage la Commission électorale à mettre en œuvre des mesures additionnelles qui pourront aider à améliorer la transparence, la neutralité et l'impartialité dans le processus électoral et de mieux identifier et rejeter les bulletins de vote frauduleux.

« La Mission salue le report de l'annonce des résultats préliminaires du second tour au lundi 7 juillet », a-t-elle indiqué dans un communiqué de presse. Le second tour de l'élection présidentielle s'est déroulé le 14 juin.

Conformément à la déclaration du Conseil de sécurité qui a été adoptée à l'issue d'une réunion sur l'Afghanistan le 25 juin, la MANUA a souligné qu'elle souhaitait que le processus électoral soit mené à terme dans le respect de la loi et des mandats des institutions électorales afin de permettre une transition en bon ordre vers un nouveau gouvernement.

## La FAO annonce une baisse des prix alimentaires pour le troisième mois consécutif



Une femme vend des légumes sur un marché à Lubumbashi, en République démocratique du Congo. Photo FAO/Olivier Asselin

**3 juillet** - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé jeudi que pour le troisième mois consécutif, son indice des prix des produits alimentaires de juin était en recul, essentiellement sous l'effet de la baisse des prix du blé, du maïs et de l'huile de palme traduisant l'abondance de l'offre et l'amélioration des perspectives de la production mondiale.

Selon le dernier rapport de l'agence onusienne, les perspectives de la production mondiale de céréales se sont améliorées avec des révisions à la hausse pour l'offre prévue de céréales secondaires et de blé en 2014/15.

Les dernières estimations de la FAO pour la production céréalière mondiale en 2014 s'établissent désormais à 2.498 millions de tonnes, 18 millions de tonnes de plus que le chiffre précédent de juin, mais encore 1% de moins (23 millions de tonnes) que le résultat record de l'an dernier. La récente révision à la hausse reflète l'amélioration des perspectives des céréales secondaires et du blé, en particulier aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et en Inde.

Toutefois, en dépit de l'accroissement des disponibilités et du tassement moyen des prix, nombreux sont les individus vivant dans les zones victimes de conflits et de la sécheresse à avoir besoin d'une aide alimentaire externe, explique le rapport trimestriel de la FAO qui met l'accent sur les pays en développement.

L'Indice des prix alimentaires, qui mesure la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de denrées alimentaires, avoisinait les 206 points en juin 2014, en repli de 3,8 points (1,8%) par rapport à mai et près de 6 points (2,8%) de moins qu'un an auparavant.

Après avoir atteint, en mars 2014, un pic de 213 points sur une période de dix mois, l'Indice a reculé en avril, mai et juin, principalement du fait de la baisse des cours des céréales, des huiles végétales et des produits laitiers. Les prix du sucre ont également diminué en juin par rapport à mai mais sont restés plus élevés que l'an dernier, tandis que les prix de la viande se sont raffermis en moyenne par rapport au mois précédent.

L'Indice FAO des prix des céréales était en moyenne de 196,2 points en juin, 10,9 points (5,2%) de moins que la valeur révisée de mai et 36,1 points (15,6%) de moins que l'an dernier. Ce recul est essentiellement dû à la baisse des prix du blé et du maïs de près de 7%, compte tenu des meilleures perspectives de récolte et de la diminution des préoccupations liées à l'interruption possible des expéditions en provenance d'Ukraine.

L'Indice des huiles végétales a avoisiné les 188,9 points en juin, soit un fléchissement de 6,4 points (3,3%) par rapport à mai, traduisant en partie une baisse pendant 9 mois des cours de l'huile de palme, l'huile comestible la plus échangée à l'échelle mondiale.

L'Indice des prix des produits laitiers s'est établi en moyenne à 236,5 points en juin, un repli de 2,5 points (1%) par rapport à mai, moins marqué que durant les trois mois précédents.

L'Indice des prix de la viande a en revanche progressé, avoisinant les 194,2 points en juin et 1,4 point (0,7%) de plus qu'en mai, sous l'effet des disponibilités mondiales réduites.

Tout en confirmant les perspectives généralement favorables de la production et de l'offre pour 2014/15, le rapport de la FAO a mis en garde que nombreuses sont les victimes d'insécurité alimentaire dans le monde.

La FAO estime qu'à l'échelle mondiale, 33 pays, dont 26 se trouvent en Afrique, ont besoin d'une assistance extérieure à cause des effets combinés des conflits, des pertes de récolte et des prix alimentaires élevés au niveau national.

## Le HCR assiste plus de 75.000 réfugiés pakistanais en Afghanistan



**3 juillet** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exprimé mercredi sa préoccupation concernant la situation dans la région du Waziristan dans le nord du Pakistan, où des combats ont contraint plus de 75.000 personnes à fuir leurs foyers pour chercher un refuge en Afghanistan. Les réfugiés ont dû fuir dans la précipitation et n'ont pas pu emporter beaucoup d'affaires.

Le HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres partenaires travaillent ensemble pour coordonner les efforts humanitaires et fournir une assistance, dont des tentes et d'autres articles de première nécessité, aux plus vulnérables.

« Il y a un manque de sanitaires, d'eau potable et de soins médicaux, et bien que les communautés locales aient généreusement accueilli les déplacés, le manque de ressources devient critique », a expliqué le HCR dans un communiqué de presse publié mercredi.

L'agence a souligné que l'aide humanitaire est nécessaire et urgente pour soutenir les communautés d'accueil dans les deux provinces de Khost et de Paktika, en Afghanistan, afin qu'elles puissent continuer à aider les familles réfugiées.

Le Représentant du HCR en Afghanistan, Bo Schack, et le Coordonnateur humanitaire de l'ONU en Afghanistan, Mark Bowden, ont visité la province de Khost avec des fonctionnaires du gouvernement afghan pour évaluer la situation de milliers de réfugiés pakistanais.

Depuis la mi-juin, plusieurs agences onusiennes et leurs partenaires humanitaires ont fourni des denrées alimentaires, ont vacciné des milliers d'enfants contre la polio et la rougeole et ont pré-positionné des médicaments pour 10.000 patients.

« Les agences opérant sur le terrain dans les provinces de Khost et Paktika lancent un appel aux bailleurs de fonds pour qu'ils soutiennent les opérations de secours », a souligné le HCR en précisant qu'il y avait besoin de près de 20 millions de dollars au cours des six prochains mois pour financer l'intervention humanitaire.

En plus des Pakistanais qui sont réfugiés en Afghanistan, le gouvernement pakistanais estime que les récents combats dans le Waziristan ont déplacé près de 470.000 personnes à l'intérieur du pays.

